

Le Havre, le 2 mars 2022

**A l'attention de**

**GROUPE 6 SAS**

Siège social :

12, rue des Arts et Métiers, CS 70069  
38026 GRENOBLE Cedex 1

Tél : 04 76 96 45 90 - Fax : 04 76 21 97 29  
[grenoble@groupe-6.com](mailto:grenoble@groupe-6.com)

Etablissement :

94, avenue Ledru Rollin, 75011 PARIS  
Tél : 01 53 17 96 00 - Fax : 01 53 17 96 36  
[paris@groupe-6.com](mailto:paris@groupe-6.com)

Nos réf. : ST/CB/NC

**TELECOPIE AVEC AR**

---

**LETTRE DE NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE**

---

**Consultation n° 21DTP002 du 7 janvier 2021**

**Objet du concours : Projet de relocalisation des services MPR et SSR Gériatrique sur le site Monod**

**Numéro de marché : 220003**

---

Madame, Monsieur,

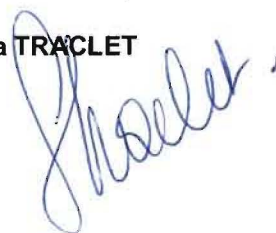
Je vous adresse, en pièce jointe, l'acte d'engagement, le bordereau de prix ainsi que la déclaration de sous-traitance pour notification du marché de maîtrise d'œuvre n°220003.

Je vous demande de prendre contact avec Madame Marie-Pierre GALLAIS ou Monsieur Aurèle SAYARET, dont vous trouverez les coordonnées ci-contre, en charge du suivi d'exécution des prestations.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

**La Responsable de la Cellule des Marchés  
Publics du GHT,**

Sheva TRACLET



**Martin TRELCAT**  
Directeur du Groupe  
Hospitalier du Havre

**Cellule des Marchés  
Publics**  
☎ 02.32.73.35.19  
[cellule.marchespublics@ch-havre.fr](mailto:cellule.marchespublics@ch-havre.fr)

**Affaire suivie par :**  
**Aurèle SAYARET**  
Responsable département  
Études & travaux  
☎ 02.32.73.38.86  
&  
**Marie-Pierre GALLAIS**  
Architecte  
☎ 02.32.73.38.94

**MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**Pascal VITTECOQ**  
Directeur

**Cellule des Marchés  
Publics**

☎ 02.32.73.35.19  
marches.publics@ch-  
havre.fr

**Affaire suivie par :**

**Aurèle SAYARET**  
Responsable département  
Études & travaux

**&**

**Marie-Pierre GALLAIS**  
Architecte

**RELOCALISATION DES SERVICES MPR  
ET SSR GERIATRIQUE SUR LE SITE DE  
MONOD**

**Numéro de marché : 220003**

**MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE SUITE À CONCOURS**

Selon l'article L2125-1 2° et les articles R2162-15 et suivants du Code de la commande publique.

**&**

Selon les articles L2430-1 et suivants, L2432-1 et suivants ainsi que les articles R2431-1 et suivants, R2432-1 et suivants du Code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

**Article 1 POUVOIR ADJUDICATEUR**

<b>Dénomination :</b> GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	<b>Direction :</b> Direction des Travaux et du Patrimoine
<b>Adresse Siège social :</b> BP 24	<b>CP :</b> 76 083
<b>Localité / Ville :</b> LE HAVRE	<b>Pays :</b> France
<b>Téléphone Cellule des marchés publics:</b> 02.32.73.35.19	<b>Télécopieur Cellule des marchés publics:</b> 02.32.73.44.18
<b>Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) :</b> cellule.marchespublics@ch-havre.fr	<b>SIRET :</b> 267 601 714 000 12

**Article 2 OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS**

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération visée à l'article 3 de l'acte d'engagement et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à l'article AP 6.

Il est conclu entre :

- la personne publique désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement, dénommée « maître d'ouvrage » dans le présent CCAP
- et le titulaire du marché désigné à l'article 2 de l'acte d'engagement dénommé « maître d'œuvre » dans le présent CCAP.

Il fait suite à un concours de maîtrise d'œuvre organisé par le maître d'ouvrage, en application des articles l'article L2125-1 2° et des articles R2162-15 et suivants du Code de la commande publique.

Le présent marché comporte trois tranches optionnelles passées en application des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique

- Tranche 1 : Ordonnancement, pilotage et Coordination.
- Tranche 2 : Signalétique.
- G2 PRO

L'exécution des tranches optionnelles est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur du Groupe Hospitalier du Havre, notifié au titulaire du marché.

Les tranches optionnelles pourront ne pas être affermies, auquel cas, le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnité.

Conformément à l'article R2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'œuvre.

**Article 3 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

**3.1 PIÈCES PARTICULIÈRES**

- L'acte d'engagement (AE), son annexe financière et les autres annexes éventuelles dûment signés par le titulaire ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont, obligatoirement, le programme et les indications concernant la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux ;
- Le règlement de concours ;
- Les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage ;
- Les avenants éventuels.

### 3.2 PIÈCES GÉNÉRALES

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de maîtrise d'œuvre** (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre, sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article 17 du présent CCAP ;
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- L'annexe I de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

### 3.3 NANTISSEMENT – CESSIION DE CRÉANCE

Il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis » conformément aux dispositions des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier (ancienne loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 dite loi Dailly ), soit un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

## Article 4 LE MAÎTRE D'OUVRAGE

### 4.1 ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est chargé de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de les signer. La personne habilitée à signer le présent marché est **Martin TRELCAT, directeur du Groupe Hospitalier du Havre**.

### 4.2 PIÈCES ET RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE AVANT LE DÉBUT DES ÉTUDES

Il appartient au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP) :

- de définir le programme de l'opération envisagée, fixant notamment des objectifs de développement durable ;
- de définir l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux ;
- d'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération ;
- d'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux.

Il fournit en outre, en tant que de besoin, avant le début des études :

- les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire
- les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci
- les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
  - les limites séparatives ;
  - les levés de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographique et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux divers d'alimentation et de rejet, etc.) ;
  - les servitudes publiques et privées (de sol, de sous-sol, aériennes ou radioélectriques, etc.),
  - les résultats et analyses des campagnes de sondages et des études de sols (Mission G1 – Étude géotechnique préalable définie par la norme NFP 94-500 révisée en novembre 2013) ;
  - le résultat des recherches d'éléments construits enterrés, de cavités, carrières, catiches, réseaux et ouvrages enterrés divers, vestiges archéologiques, etc. ;

- les contraintes climatiques, sismiques et les plans d'exposition aux risques naturels, etc. ;
- les règles et règlements particuliers spécifiques au projet et dont le maître d'ouvrage a connaissance ;
- les résultats des mesurages de caractérisation acoustique du site.

- ses éventuelles demandes d'obtention de labels.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

Le maître d'ouvrage s'engage à demander obligatoirement aux entreprises la production d'une offre de base lorsqu'il a décidé d'accepter qu'elles remettent des variantes.

## **Article 5 LA MAÎTRISE D'ŒUVRE**

### **5.1 CONTRACTANT UNIQUE**

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

### **5.2 COTRAITANTS**

#### **5.2.1 Groupement de maîtrise d'œuvre**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

L'architecte assume sa responsabilité professionnelle, telle qu'elle est définie notamment aux articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil dans les limites de la mission qui lui a été confiée et ne pourra être tenu responsable solidairement, des fautes commises par les autres participants à l'opération extérieures au groupement de maîtrise d'œuvre.

#### **5.2.2 Le mandataire**

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

### **5.3 SOUS-TRAITANTS**

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes.

Dans ce cas, le maître d'œuvre est tenu de vérifier, lors de la conclusion du contrat de sous-traitance, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, que son sous-traitant s'acquitte de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales, en application des articles R. 8222-1 et D. 8222-5 du Code du travail. Le maître d'œuvre sollicite du sous-traitant la production, tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, d'une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 datant de moins de six mois (Attestation de vigilance)

### **5.4 SITUATION SOCIALE**

Conformément aux articles R8222-1 et D.8222-5 du Code du Travail, le maître d'œuvre devra fournir tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- 1) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 datant de moins de six mois (Attestation de vigilance)
- 2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le maître d'œuvre et après mise en demeure par écrit, restée infructueuse après l'épuisement d'un délai de 10 jours calendaires, le marché peut être résilié aux torts du maître d'œuvre sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## 5.5 OBLIGATION EN CAS DE DÉTACHEMENT

En cas de détachement au sens de l'article L1262-1 du Code du travail, le maître d'œuvre produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code de travail.

### Article 6 AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives.

- Géomètre
- Géotechnicien (pour les études G1)
- Contrôleur technique
- Coordonnateur SPS
- Coordonnateur SSI

### Article 7 MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

#### 7.1 MISSION DE BASE

La mission de base comprend :

- Etudes d'avant-projet sommaire
- Etudes d'avant-projet définitif
- Etudes de projet
- Assistance à la passation des contrats de travaux
- Etudes d'exécution et visa (et animation cellule synthèse)

		EXE totales	EXE partielles	Études de SYNTHÈSE	Animation cellule SYNT	VISA *	Documents à remettre
<input type="checkbox"/>	MOE Entreprises	X		X	X	X	d) a), b), c)

\* VISA par la maîtrise d'œuvre des études d'exécution et/ou de synthèse établies par les entreprises

- a) plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier
- b) devis quantitatif détaillé
- c) actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état
- d) études de synthèse

- Direction de l'exécution des contrats de travaux

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour :

- Une durée prévisionnelle d'exécution des travaux de **19 mois**, non compris la période de préparation de 2 mois
- Le mode de dévolution des marchés de travaux par **marchés séparés**
- Une fréquence de réunions de chantier d'**une par semaine**
- La participation moyenne de **deux (2) personnes** de l'équipe de maîtrise d'œuvre aux réunions de chantier

- Assistance aux opérations de réception

## 7.2 AUTRES MISSIONS

- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) – **Tranche optionnelle**
- Identité graphique – **Tranche optionnelle**
- G2 PRO - **Tranche optionnelle**

## 7.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

# Article 8 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

## 8.1 INFORMATIONS RÉCIPROQUES DES COCONTRACTANTS

### 8.1.1 Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire)
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il l'en informe.

### 8.1.2 Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

### 8.1.3 Secret professionnel

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le maître d'œuvre s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

## 8.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

## 8.3 COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Conformément aux articles L.4531-1 et L.4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

## 8.4 PRÉSENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### 8.4.1 En phase Études

#### ▪ Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre

- Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans l'acte d'engagement.
- Présentation des documents :

Conforme à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE.



- **Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :**

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires (y compris exemplaires destinés au bureau de contrôle, SPS, SSI)
Etudes d'avant-projet sommaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Date d'effet indiquée dans l'ordre de service</li> <li>• A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.</li> </ul>	4 exemplaires papier et 1 support informatique
Etudes d'avant-projet définitif		4 exemplaires papier et 1 support informatique
Dossier de permis de construire		11 exemplaires papier et 1 support informatique (Comprenant les ex. pour le dépôt en mairie)
Etudes de projet		3 exemplaires papier et 1 support informatique
Dossier de consultation des entreprises		3 exemplaires papier et 1 support informatique
Etudes d'exécution / Visa	Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entreprises	4 exemplaires papier et 1 support informatique
Dossier des ouvrages exécutés		3 exemplaires papier et 1 support informatique

- **Format et support choisis pour la remise des études :**

Les études sont remises au maître d'ouvrage sur des supports dématérialisés. Ces supports sont transmis soit par courrier électronique soit via un logiciel de transfert de fichiers volumineux (ex : grosfichiers.com)

Les formats informatiques sont : - PDF pour les pièces écrites  
- PDF et DWG pour les pièces graphiques

#### ▪ **Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage**

Conforme à l'article 20.2 du CCAG-MOE.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

### 8.4.2 En phase Travaux

#### ▪ **Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par tout moyen permettant de donner date certaine, notamment par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, à la notification de l'état d'acompte mensuel à l'entreprise et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel de la date de réception du document (date de l'accusé de réception ou du récépissé de remise).

#### ▪ **Visa par le maître d'œuvre des études faites par les entrepreneurs**

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit adresser son visa assorti de ses observations éventuelles ou demander à l'entrepreneur de lui fournir des documents complémentaires, dans un délai de 15 jours suivant la réception des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

#### ▪ **Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine, notamment par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit le projet de décompte général. Celui-ci contient :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

#### Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document (par exemple date de l'accusé de réception ou du récépissé de remise).

### **8.4.3 Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage**

#### ▪ **Décision d'ajournement**

Conforme à l'article 21.2 du CCAG-MOE.

#### ▪ **Réfaction**

L'admission avec réfaction se fait dans les conditions prévues à l'article 21.3 du CCAG-MOE.

#### ▪ **Rejet**

En application de l'article 21.4.1 du CCAG-MOE, la décision motivée de rejet des prestations ne peut intervenir que si le maître d'ouvrage a, au préalable, convoqué et entendu le maître d'œuvre. A compter de la réception de la notification de la décision de rejet des prestations, le maître d'œuvre dispose d'un délai d'un mois pour présenter ses observations par écrit ou adresser la lettre de réclamation prévue par l'article 35 du CCAG-MOE. Passé ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté la décision du rejet du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de leur réception pour confirmer sa décision motivée de rejet ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut de notification dans le délai d'un mois, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Les dispositions de l'article 21.4.2 du CCAG-MOE qui prévoient qu'en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, ne sont pas applicables au présent marché.

## **8.5 PROLONGATION DES DELAIS D'EXÉCUTION**

Les délais d'exécution peuvent être prolongés dans les conditions prévues à l'article 15.3 du CCAG-MOE.

## **8.6 ORDRES DE SERVICE DELIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

### **8.6.1 Forme de la notification**

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre par courrier.

### **8.6.2 Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage est tenu d'émettre un ordre de service :

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission)
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles

### **8.6.3 Effets d'un ordre de service – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations**

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.

## **8.7 ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE**

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions suivantes.

Les entrepreneurs accusent réception datée des ordres de service. Lorsque les entrepreneurs estiment que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, ils doivent, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre, dans un délai de quinze jours. Les entrepreneurs se conforment strictement aux ordres de service qui leur sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de leur part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

En cas de groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification de la date de commencement des travaux
- prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution des travaux
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,

le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

## 8.8 ACHÈVEMENT DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

### Article 9 RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire.

Les prix sont révisables selon les modalités de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE.

Conforme à l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

La rémunération forfaitaire du maître d'œuvre est fondée sur **un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.**

## 9.1 CARACTÈRE FORFAITAIRE DU MARCHÉ

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le règlement de concours.

Le caractère forfaitaire du marché n'interdit pas de convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au contrat.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

## 9.2 ÉTABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE RÉMUNÉRATION

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R. 2112-18 du Code de la commande publique et de l'article 29 du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché :

- contenu de la mission fixée par le règlement de concours et les assurances à souscrire
- programme
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles.
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- continuité du déroulement de l'opération.

## 9.3 PASSAGE AU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION – CLAUSE DE REEXAMEN

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen ci-dessous.

Dans le cas où la rémunération est calculée au pourcentage, application de la formule suivante :

**Montant définitif de la rémunération** = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux X taux de rémunération

L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre, qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.

La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 13 du présent document relatif aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage.

## **9.4 MODALITÉS DE RÉVISION**

### **9.4.1 Mois d'établissement du prix du marché**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à l'acte d'engagement.

### **9.4.2 Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre**

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

**$C = 0,125 + 0,875 \frac{I_m}{I_o}$**  dans laquelle  $I_m$  et  $I_o$  sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit :

- index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable
- moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est exécutée la prestation faisant l'objet de l'acompte.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

## **9.5 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

## **Article 10 ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PÉNALITÉS**

### **10.1 ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SUR LE COÛT DE L'OPÉRATION**

#### **10.1.1 Avant la passation des marchés de travaux**

- **Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage**

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

- **Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

- **Estimation du coût prévisionnel des travaux, établie par le maître d'œuvre et engagement**

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il est ramené au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre défini par l'article 4 de l'acte d'engagement.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 3 %.

**Seuil de tolérance** = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### ▪ **Prise en compte des modifications intervenues**

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 12 du présent document.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 des études s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

#### ▪ **Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### ▪ **Respect de l'engagement du maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

#### ▪ **Conséquences du non-respect de l'engagement**

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
  - soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.
- Dans ce cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

### 10.1.2 Après la passation des marchés de travaux

#### ▪ Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### ▪ Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 2 %

**Seuil de tolérance** = coût de réalisation des travaux X (1 + taux de tolérance)

#### ▪ Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

**Le coût de référence** est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

#### ▪ Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

**Montant de la pénalité** = (coût de référence - seuil de tolérance) X 2 fois le taux de rémunération

Cependant, conformément à l'article 30.II du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## 10.2 PÉNALITES DE RETARD APPLICABLES À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

### 10.2.1 Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités.

En application de l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité pour retard est égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

Ce montant, par jour calendaire de retard, est fixé de la manière suivante :

1/3000 <sup>ème</sup>	de l'élément de mission APS
1/3000 <sup>ème</sup>	de l'élément de mission APD
1/3000 <sup>ème</sup>	de l'élément de mission PRO
1/3000 <sup>ème</sup>	de la partie de l'élément de mission ACT correspondant au DCE
1/3000 <sup>ème</sup>	de l'élément de mission AOR correspondant au DOE déduction faite des jours de retard imputables aux entreprises

## 10.2.2 Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si un délai de 15 jours fixé n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 1/3000ème du montant HT de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

## 10.2.3 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 25 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de **100 euros**.

# Article 11 RÉGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

## 11.1 LES AVANCES

### 11.1.1 Les avances versées au maître d'œuvre

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique est versée au maître d'œuvre, sauf en cas de refus de celui-ci. Cette avance n'est due que pour la part du marché effectivement exécutée par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage peut également prévoir le versement de cette avance même lorsqu'elle n'est pas obligatoire.

☒ Une avance est versée au maître d'œuvre.

☐ Aucune avance n'est versée au maître d'œuvre.

#### ▪ Montant de l'avance

Le montant de l'avance est fixé à un taux minimal de 5% et un taux maximal de 30% du montant initial, toutes taxes comprises.

☒ Taux de l'avance fixée à 5%

☐ Taux de l'avance fixée à ..... %

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

### 11.1.2 Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues à l'article R.2193-19 du Code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R.2193-19, R.2193-20 et R.2193-21 du Code de la commande publique.



## 11.2 LES ACCOMPTES

### 11.2.1 Demandes de paiement

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage sa demande de paiement par lettre recommandée avec avis de réception ou la lui remet contre récépissé dûment daté.

#### ▪ Contenu de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 21.3 du CCAG-MOE
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

#### ▪ Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement au maître d'ouvrage intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

## ▪ Echancier des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément aux articles R. 2191-20, R. 2191-21 et R. 2191-22, et dans la limite de l'échancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes d'avant-projet sommaire	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes d'avant-projet définitif	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes de projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
Etudes d'exécution	au prorata de l'avancement de la mission
Etudes de synthèse	au prorata de l'avancement de la mission
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% $\frac{DET}{n}$ n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier 10% à la remise du décompte général définitif
Assistance aux opérations de réception	80 % à compter de la date de réception 15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

### 11.2.2 Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Conformément à l'article 11.6 du CCAG-MOE, il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

## 11.3 LE SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde.

### 11.3.1 Projet de décompte général – État du solde

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général dans un délai maximum de 30 jours.

Le projet de décompte général comprend :

1) Le décompte final qui comprend :

- le forfait de rémunération figurant dans la demande de paiement du solde établie par le maître d'œuvre
- la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre.

- 2) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final
- 4) L'incidence de la TVA
- 5) L'incidence de la variation des prix appliquée sur l'état du solde (3°)
- 6) Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

### **11.3.2 Décompte général**

Le projet de décompte général est signé par le représentant du maître d'ouvrage et devient le décompte général.

Le représentant du maître d'ouvrage le notifie au maître d'œuvre avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- 40 jours après la date de remise au maître d'ouvrage de la demande de paiement du solde par le maître d'œuvre
- 12 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Le délai de 40 jours est ramené à 30 jours pour les marchés dont le délai d'exécution n'excède pas trois mois.

En cas de non-respect des délais de notification mentionnés ci-dessus, le maître d'œuvre met en demeure le maître d'ouvrage de procéder à la notification du décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la mise en demeure.

A défaut, en cas de désaccord, le maître d'œuvre peut saisir le tribunal administratif compétent.

Si le décompte général est notifié au maître d'œuvre postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le maître d'œuvre n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionnée à l'article 35.2 du CCAG-MOE.

### **11.3.3 Acceptation du décompte général par le maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 45 jours à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserves, en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si le maître d'œuvre ne renvoie pas le décompte général signé dans le délai de 45 jours ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif.

### **11.3.4 Décompte général définitif**

A compter de la date d'acceptation, sans réserve, du décompte général par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Ce décompte lie définitivement les parties sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

### **11.3.5 Contestation sur le montant des sommes dues**

En cas de contestation, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le maître d'œuvre ou de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courants à compter de la date de la demande présentée par le maître d'œuvre.

## 11.4 DÉLAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 50 jours conformément à l'article 37 de la loi du 28 janvier 2013 et à l'article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est celui de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

## Article 12 ASSURANCES

### 12.1 OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé par le maître d'œuvre de l'obligation de souscrire, avant l'ouverture du chantier, une assurance de dommages à l'ouvrage, dans les cas et limites définis aux articles L. 242-1, L. 243-1-1 et L. 243-9 du code des assurances. Cette assurance couvre les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage construit ou qui le rendent impropre à sa destination, et qui, en principe, sont apparus après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement. Elle s'applique aux ouvrages existants (c'est-à-dire aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage) qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles.

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé en outre de la possibilité de souscrire des assurances complémentaires couvrant notamment :

- les dommages subis par l'ouvrage pendant l'exécution des travaux ;
- les dommages subis par les ouvrages existants qui ne relèvent pas de l'assurance de dommages à l'ouvrage définie au premier alinéa ci-avant, et qui résultent de l'exécution des travaux ;
- les dommages causés aux avoisinants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire causés aux bâtiments voisins ou aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage).

Par ailleurs, lorsque l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage est maintenue pendant l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage déclare avoir été informé :

- de la possibilité d'assurer la responsabilité qu'il encourt du fait des dommages résultant de l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage ;
- de la nécessité de vérifier que cette utilisation est bien prise en compte par les assurances de responsabilité des entrepreneurs.

### 12.2 OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

### **12.2.1 Assurance de responsabilité civile de droit commun**

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garanties suivants :

- Dommages corporels : **4 500 000 euros** par sinistre.
- Dommages matériels et immatériels : **1 500 000 euros** par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : **100 000 euros**.

### **12.2.2 Assurance de responsabilité civile décennale (RCD) pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance**

Le maître d'œuvre devra justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale en capitalisation, en cours de validité au jour de l'ouverture du chantier, le garantissant pour la mission qui lui est confiée pour l'opération.

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792,1792-2 et 1792-4-1 du Code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est inférieur à 15 millions € HT, l'attestation doit comporter :

- le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées;
- dans le domaine de l'habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
- dans le domaine de hors habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-I du Code des assurances.

Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est supérieur à 15 millions € HT, la lettre d'intention ou l'attestation doit comporter :

- le montant maximum des chantiers pour lesquels le maître d'œuvre est autorisé à intervenir, lequel ne devra pas être inférieur au coût total des travaux et honoraires HT tel que déclaré par le maître d'ouvrage,
- un montant de garantie à hauteur de 3 000 000 € maximum par sinistre, et être valable sous réserve de la justification par le maître d'ouvrage de la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD). Une fois l'attestation d'un CCRD produite par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre transmettra une nouvelle attestation définitive pour le chantier, avec mention du coût de l'ouvrage, tel que déclaré par le maître d'ouvrage, et mentionnant expressément les activités couvertes et le montant des garanties.

#### **▪ Le contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)**

Dans le cas de chantier (travaux et honoraires) dont le coût prévisionnel est supérieur à 15 millions € HT, le maître d'ouvrage (ou son mandataire) s'engage à souscrire pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de RCD un contrat collectif de responsabilité décennale dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût de l'ouvrage, ou à un montant de 150 millions € HT si le coût de l'ouvrage est supérieur à 150 millions € HT (sauf en matière d'habitation où il sera fixé au montant des réparations)

Ce contrat d'assurance de responsabilité décennale, de seconde ligne, aura pour seuil de déclenchement le montant de garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale.

Les intervenants concernés, s'engagent à adhérer au CCRD souscrit par le maître d'ouvrage auquel ils donnent mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L.112-1 du Code des assurances.

Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Le coût de la prime relative à ce contrat sera pris en charge par le maître d'ouvrage.

## **Article 13 MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC NÉGOCIÉES AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération font l'objet d'une clause de réexamen définie aux articles 9.3 et 10, conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du Code la commande publique et des articles 29 et 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993.

Dans le respect des dispositions de l'article R. 2194-1 du Code la commande publique, toute autre modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article 2-1 de la loi MOP
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 30-3 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ou de tout ou partie d'un élément de mission
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- des missions complémentaires nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition.
- de la substitution du mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre.

## **Article 14 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **14.1 RÉGIME DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES**

Le maître d'œuvre met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-MOE.

### **14.2 RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comporte des attributs d'ordre moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial.

Seuls les droits patrimoniaux de l'auteur, qui comprennent le droit de reproduction et le droit de représentation sont librement cessibles.

L'architecte jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. A la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

#### **14.2.1 Droits du pouvoir adjudicateur et des tiers désignés dans le marché**

1. Le droit de représentation comporte, dans le respect des droits moraux, le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, pour les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment à des fins d'information et de communication du pouvoir adjudicateur. Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, la représentation est la communication au public de l'œuvre, en projet ou réalisée, à des fins autres que la réalisation des ouvrages ou équipements objets du marché, telle que, par exemple, l'exposition des œuvres après un concours.

2. L'exercice de ces droits patrimoniaux se fait dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Au titre de son droit moral, l'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à la personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible.

Concernant les marchés de maîtrise d'œuvre, l'auteur a droit tout particulièrement :

- d'inscrire son nom et sa qualité sur son œuvre, qu'il s'agisse des plans d'études, de conception, et d'exiger que son nom y soit maintenu
- de voir préciser ses nom et qualité à l'occasion de la publication des plans ou photos de l'édifice
- de veiller au respect de sa signature.

4. Le maître d'œuvre concède gratuitement, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché, les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats.

Ces droits comprennent les droits patrimoniaux de reproduction et de représentation des résultats, en l'état, pour les besoins découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

#### **14.2.2 Dispositions communes**

De manière générale, le maître d'œuvre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats, lorsque celle-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet du marché.

En cas de résiliation du marché pour quelque cause que ce soit, le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché demeurent licenciés, dans le respect du droit moral du concepteur initial, de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont la possibilité, de transférer à des tiers autres, le droit d'utiliser les résultats dans les limites de l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché peuvent librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées dans le présent marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité pour le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, pour la mise en œuvre de leurs droits.

#### **14.2.3 Garanties des droits**

Le maître d'œuvre garantit au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du marché, à l'exclusion des droits des éventuels auteurs précédents.

À ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les résultats et les connaissances antérieures;
- qu'il indemnise le maître d'ouvrage et tout tiers désigné dans le marché, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel le maître d'œuvre aurait sciemment et en toute connaissance de cause porté atteinte. Si le maître d'ouvrage ou les tiers désignés dans le marché sont poursuivis pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de leur part, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du maître d'ouvrage conformément aux stipulations du marché, ils l'en informent sans délai et ce dernier pourra alors intervenir à l'action judiciaire.

La responsabilité du maître d'œuvre ne sera pas engagée pour toute réclamation concernant :

- les connaissances antérieures que le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont fournies au maître d'œuvre pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du maître d'ouvrage ou des tiers désignés dans le marché ;
- les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de la réclamation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le maître d'ouvrage ou les tiers désignés dans le marché ou à leur demande expresse.

#### **14.2.4 Droits du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre détient la propriété des droits et titres afférents aux résultats. Il conserve la propriété des droits et connaissances acquis antérieurement à la passation du marché. Il peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats qu'il a générés, dans les conditions définies ci-après.

Le maître d'œuvre s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits à l'image du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut librement publier les résultats, sauf stipulation contraire du marché et sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées à l'article 5 du CCAG-MOE.

Toute publication doit mentionner le nom du maître d'ouvrage.

### **Article 15 RÉSILIATION**

#### **15.1 RÉSILIATION SUR DÉCISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 31 du CCAG-MOE est fixée à 5% de la partie résiliée du marché.

#### **15.2 RÉSILIATION POUR ÉVÈNEMENTS LIÉS AU MARCHÉ**

En cas de résiliation du marché pour difficultés d'exécution, dans les conditions prévues par l'article 29.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre a droit, outre le remboursement des frais et investissements éventuellement engagés par le marché et strictement nécessaires à son exécution, à une indemnité obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 3 %.

En cas de résiliation due à un ordre de service de démarrage des prestations tardif, dans les conditions prévues par l'article 29.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre a droit à une indemnité obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 3 %.

#### **15.3 RÉSILIATION POUR ABANDON DU PROJET**

À l'issue de la phase d'études d'avant-projet sommaire, si le maître d'œuvre en informe le maître d'ouvrage ou si le maître d'ouvrage relève lui-même une impossibilité de mettre en œuvre le projet pour des difficultés techniques directement liées à la présence sur l'emprise du projet d'un pipe-line, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché.

Dans ce cadre-là et par dérogation au CCAG-MOE, le maître d'œuvre renonce à toute indemnisation de résiliation. La rémunération du maître d'œuvre comprend l'intégralité des prestations réalisées, jusqu'aux rendues des études d'avant-projet sommaire.



**16.1 CHOIX DU FOR COMPÉTENT**

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément aux articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique).

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

**16.2 VOIES DE RECOURS**Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr), URL : [rouen.tribunal-administratif.fr](http://rouen.tribunal-administratif.fr)

☎ 02 32 08 12 70 Fax : 02 32 08 12 71

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr), URL : [rouen.tribunal-administratif.fr](http://rouen.tribunal-administratif.fr)

☎ 02 32 08 12 70 Fax : 02 32 08 12 71

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
Article 15.3	Articles 27 et 31

Fait à Le Havre Le 02/03/2022

Le maître d'ouvrage,

  
GHT Estuaire de la Seine  
Martin TRELCAT  
Directeur

Lu et approuvé par le maître d'œuvre,

Fait à...Grenoble..... Le .....25/02/2022.....

Au nom et pour le compte des cotraitants  
selon mandats repris en annexes

**Denis**

**BOUVIER**

Signature numérique  
de Denis BOUVIER

Date : 2022.02.25  
12:11:16 +01'00'

## Rapport de vérification de signature

Nom du fichier principal	MOE 220003 CCAP modifie signe gpmt.pdf
Nom du fichier de signature	MOE 220003 CCAP modifie signe gpmt.pdf

### Signature 1

#### Signataire

CN : Denis BOUVIER  
E :  
OU : GROUPE 6 ARCHITECTES, 0002 33047216800047, Direction  
O : GROUPE 6 ARCHITECTES  
C : Denis BOUVIER




#### Emetteur du certificat

CN : ChamberSign France CA3 NG Qualified eID  
OU : 0002 433702479  
O : ChamberSign France  
C : FR


#### Date de validité de certificat

A partir du : 2021-01-29 09:08:53  
Jusqu'au : 2024-01-29 09:08:53

#### Contrôles de validité du certificat

Contrôles réalisés le 2022-02-28 15:18:35  
Période de validité :   
Non révocation :   
Chaîne de certification :   
- Référentiel du certificat : TSL-FR

#### Contrôle de l'intégrité du fichier signé

Contrôles réalisés le 2022-02-28 15:18:35  
Non répudiation / Intégrité : 

#### Résultat du contrôle de la signature du fichier

Fichier signé. Signature valide

#### Informations complémentaires

Certificat de signature : Qualifié eIDAS (c.f. Règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS) et arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.)  
Format de signature : PKCS7\_B  
Date indicative de la signature : 25/02/2022 12:11:16  
Signature horodatée : Non



## DIRECTION DES TRAVAUX ET DU PATRIMOINE

### MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Pascal VITTECOQ**  
Directeur

Cellule des Marchés Publics  
☎ 02.32.73.35.19  
marches.publics@ch-  
havre.fr

Affaire suivie par :

**Aurèle SAYARET**  
Responsable département  
Études & travaux

&

**Marie-Pierre GALLAIS**  
Architecte

## **RELOCALISATION DES SERVICES MPR ET SSR GERIATRIQUE SUR LE SITE DE MONOD**

**Numéro de marché : 220003**

### **MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE SUITE À CONCOURS**

Selon l'article L2125-1 2° et les articles R2162-15 et suivants du Code de la commande publique.

&

Selon les articles L2430-1 et suivants, L2432-1 et suivants ainsi que les articles R2431-1 et suivants, R2432-1 et suivants du Code de la commande publique.

### **ACTE D'ENGAGEMENT (AE)**

## Article 1 MAITRISE D'OUVRAGE

Maitre d'ouvrage		GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE
Adresse		29 avenue Pierre Mendès France – 76290 Montivilliers
Mandataire		/
Adresse		
Représentant légal		/
Adresse		
Conducteur d'opération		Groupe Hospitalier du Havre – Direction des Travaux et du Patrimoine
Adresse		55 bis rue Gustave Flaubert

## Article 2 MAITRISE D'ŒUVRE

☒ **Les cocontractants soussignés** engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, groupées :

☒ Conjointes (cf. grille de répartition détaillée des prestations annexées)

☐ Solidaires les unes des autres,

et désignées dans le marché sous le nom « Maître d'œuvre ».

### 1er cotraitant – Mandataire

☐ M/Mme

☒ La société

		contractant personnellement,
		GROUPE 6 SAS
RCS		330 472 168
Représentée par	Denis BOUVIER Président	dûment habilité(e),
Adresse	94 avenue Ledru Rollin - 75011 PARIS	
	Siège social : 12 rue des Arts et Métiers - CS 70069 - 38026 GRENOBLE Cedex 1	
Code NAF	7111Z	N° SIRET 330 472 168.00047
TVA intracommunautaire	FR80 330 472 168	
Le cas échéant, numéro d'inscription au tableau de l'ordre des architectes		S01666

**2ème cotraitant**☐ M/Mme☒ La société

	contractant personnellement,	
RCS	ALTO Ingénierie SAS	
Représentée par	Kévin MARCHAND - Directeur Général	dûment habilité(e),
Adresse	1 Avenue du Gué Langlois 77600 BUSSY SAINT-MARTIN	
Code NAF	7112B	N° SIRET 383 163 318 00074
TVA intracommunautaire	FR02 383 163 318	
Le cas échéant, numéro d'inscription au tableau de l'ordre des architectes		-

**3ème cotraitant**☐ M/Mme☒ La société

	contractant personnellement,	
RCS	ROUX Ingénierie	
Représentée par	Pascale ROUX - Présidente	dûment habilité(e),
Adresse	23 rue Trezel 92300 LEVALLOIS-PERRET	
Code NAF	7112B	N° SIRET 443 022 033 00031
TVA intracommunautaire	FR47 443 022 033	
Le cas échéant, numéro d'inscription au tableau de l'ordre des architectes		-

Le maître d'œuvre, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, est représenté par :  
GROUPE 6 SAS, représentée par son Président, Denis BOUVIER dûment mandaté à cet effet,  
 conformément à la convention de mandat annexée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est :

☐ Conjoint

☒ Solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la  
 personne publique, pour l'exécution du marché.

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
 (Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter  
 vis-à-vis du maître d'ouvrage et pour coordonner l'ensemble des prestations  
 (joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord cadre ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis du maître d'ouvrage et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :  
(donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

En cas de sous-traitance, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement des sous-traitants sont fixées par l'annexe 2 (DC4 déclaration de sous-traitance).

Le contractant unique ou les contractants, après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),

Après avoir produit toutes les attestations et documents justificatifs demandés par l'acheteur prévus aux articles R. 2143-3 et suivants du Code de la commande publique.

**AFFIRMENT**, sous peine de résiliation de plein droit du contrat, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles ils interviennent ne tombent sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi du 14 avril 1952 modifiée.

**S'ENGAGENT**, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le CCAP, à exécuter la mission de maîtrise d'œuvre aux conditions particulières ci-après, qui constituent l'offre.

## **Article 3 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre portant sur l'opération ci-dessous :

### **3.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION**

Le maître d'ouvrage envisage, conformément au programme et à l'enveloppe prévisionnelle, une opération ayant pour objet la réalisation de l'ouvrage :

Adresse

Relocalisation des services de MPR et SSR gériatrique sur le site monod

29, avenue Pierre Mendès France 76290 Montivilliers

Références cadastrales

AB 8, 9, 10, 11, 178, 179, 481, 484

Surface foncière

16 079 m<sup>2</sup> alloué au projet

Estimation de la surface à construire

Autres informations

### 3.2 CONTENU DE LA MISSION

Le contenu et l'étendue de la mission de maîtrise d'œuvre sont définis à l'article 7 du CCAP.

### 3.3 DÉLAIS D'EXÉCUTION

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de **35 mois**, à compter de la date de réception de l'ordre de service de démarrage de la mission.

Les délais de remise des documents propres à chaque élément de mission sont fixés comme suit :

Etudes d'avant-projet sommaire	7	semaines
Etudes d'avant-projet définitif	10	semaines
Etudes de projet	8	semaines
Dossier de consultation des entreprises	5	Semaines
Dossier des ouvrages exécutés	8	Semaines

Le point de départ de chacun de ces délais est fixé à l'article 8. 4.1 du CCAP.

### 3.4 DURÉE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est estimée à **19 mois**, à compter de la date de notification des ordres de service de démarrage aux entreprises titulaires des marchés de travaux, non compris la période de préparation de 2 mois.

## Article 4 OFFRE DE PRIX

### 4.1 CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'OFFRE DE PRIX

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois JUIN 2021 (m0).  
Le coût prévisionnel est établi dans les conditions prévues à l'article 10.1 du CCAP.

#### 4.2 FORFAIT PROVISOIRE DE RÉMUNÉRATION

Il est fixé à 2 229 920,00 € HT

2 675 904,00 € TTC,

le taux de TVA en vigueur au jour de la signature du contrat étant de 20 %

Soit Deux millions six cent soixante quinze mille neuf cent quatre euros TTC.  
(en toutes lettres)

#### 4.3 FORFAIT DEFINITIF DE RÉMUNÉRATION

Le forfait de rémunération est rendu définitif dans les conditions de l'article 9.3 du CCAP.

#### 4.4 RÉPARTITION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION PAR ÉLÉMENT DE MISSION

Eléments de mission de maîtrise d'œuvre	% de la mission de base
Etudes d'avant-projet sommaire	12,1%
Etudes d'avant-projet définitif	16,3%
Etudes de projet	18,3%
Assistance à la passation des contrats de travaux	6,1%
Etudes d'exécution / Visa	9,9%
Direction de l'exécution des contrats de travaux	29,5%
Assistance aux opérations de réception	7,9%
Mission complémentaire	
Synthèse	118 670 €
Tranche optionnelle retenue par le maître d'ouvrage.	
Ordonnancement, pilotage et coordination	196 000 €
Identité graphique	18 000 €
G2 PRO	25 000 €

Ces montants tiennent compte de l'affermissement de l'option visant à livrer en l'état fini l'unité de 30 lits prévue initialement en clos et couvert et du fait que la mission HQE est exclue.

La répartition des prestations et des honoraires entre les cotraitants figure en annexe.



## Article 5 PAIEMENTS

### AVANCE

Le(s) contractant(s) renonce(nt) au bénéfice de l'avance :

☐ OUI ☒ NON

(Cocher la case correspondante.)

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après selon la décomposition et la répartition jointes en annexe.

#### Contractant unique ou 1er cotraitant

Compte ouvert au nom de	GROUPE 6		
Sous le numéro	13743100200	Clé RIB	35
Banque	BANQUE RHONE-ALPES GRENOBLE VAUCANSON		
Code Banque	10468	Code Guichet	02489

#### 2ème cotraitant

Compte ouvert au nom de	ALTO INGENIERIE		
Sous le numéro	00010124001	Clé RIB	65
Banque	CIC NOISY LE GRAND ENTREPRISES MAILLE NORD IV		
Code Banque	30066	Code Guichet	10900

#### 3ème cotraitant

Compte ouvert au nom de	ROUX INGENIERIE		
Sous le numéro	09440019195	Clé RIB	31
Banque	HSBC FR-BBC NORD		
Code Banque	30056	Code Guichet	00944

Ordonnateur

Comptable assignataire des  
paiements

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique

Chapitre  
budgétaire

Article

Cadre réservé à la mention d'exemplaire unique en vue du NANTISSEMENT ou de la CESSION DE CRÉANCE

## Article 6 ASSURANCES

### Contractant unique ou 1er cotraitant GROUPE 6 SAS

Compagnie d'assurance **MUTUELLE DES ARCHITECTES  
FRANCAIS ASSURANCE**

N° de police **131474/B**

### 2ème cotraitant

Compagnie d'assurance **AXA France IARD**

N° de police **20516013450  
487**

### 3ème cotraitant

Compagnie d'assurance **QBE Europe SA/NV**

N° de police **MP031  
00073-101**


L'attestation d'assurance de chaque cotraitant est jointe au présent contrat.

Le présent engagement ne vaut que si l'acceptation de l'offre est notifiée au maître d'œuvre dans un délai qui court à compter de la date de remise de l'offre.

Ce délai est de **180** jours.

Fait à **Grenoble** Le **21/01/2022**

Le(s) contractant(s) (cachets et signatures)

  
Signature numérique de  
Kévin MARCHAND  
Date : 2022.01.18  
12:09:14 +01'00'

**Denis  
BOUVIER**

Signature  
numérique de  
Denis BOUVIER  
Date : 2022.01.21  
11:35:50 +01'00'

Signature ROUX  
selon mandat joint

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,

Documents et pièces annexées au présent acte d'engagement :

Annexe 1 - Grille de répartition des prestations et des honoraires par cotraitants et par éléments de mission

Annexe 2 - Formulaire de déclaration de sous-traitance DC4

Fait à **Le HAURE** Le **Vendredi 21 janvier 2022**

La personne habilitée à signer le marché

  
**GHT Estuaire de la Seine  
Martin TRELOAR  
Directeur**

## **DOCUMENTS ET PIÈCES ANNEXES** **DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (AE)**

Annexe 1 - Grille de répartition des prestations et des honoraires par cotraitants et par éléments de mission

Annexe 2 - Formulaire de déclaration de sous-traitance DC4 :

- Formulaire DC4 de BATT (sous-traitant de GROUPE 6)
- Pièces administratives de BATT

-----

Documents complémentaires des co-traitants - Attestations d'assurances et RIB

Document communiqué  
à la Commission  
d'attribution

La répartition des missions est faite en fonction des lots élémentaires ou des prestations ci-après dénommées :

- GROUPE 6 (économiste) gère le détail (CCTP, estimatif) des lots architectes et la synthèse de l'ensemble.

Les BET assurent le détail (CCTP, estimatif) de leurs lots.

En phases Conception et travaux, les interfaces techniques et financières entre lots sont gérées directement par les cotraitants en charge de ces mêmes lots.

(1) Plan masse par l'architecte, épidermes décrits en accord avec l'architecte.  
(2) Participation des architectes sur le choix des terminaux.  
(3) Partagés entre les membres du groupement au prorata des honoraires de la mission de base

**REPARTITION DES TACHES**

P=Participe / E = Execute / Xsrl = chacun selon répartition des lots

	ARCHITECTES	ING. Fluides	ING. G.O.	ING. VRD
	GROUPE-6	ALTO	ROUX	BATT SST G6 pressenti
Rôle de mandataire	E			

**A.P.S. (AVANT-PROJET SOMMAIRE)**

	GROUPE-6	ALTO	ROUX	BATT sst G6
- Prise en compte des remarques MO sur dossier ESQ	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Concertation avec les utilisateurs (position, géométrie et surface des locaux)	E	P		
- Relations avec Services Concessionnaires, raccordement aux différents réseaux, relation avec le SDIS	P (SDIS)	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Composition générale en plans et volumes	E	P	P	P
- Compatib. avec contraintes (sites, Hygiène, sécurité, urba.)	E	P	P	P
- Compatib. avec contraintes (réseaux fluides)	P	Xsrl		Xsrl
- Dispositions et études fonctionnelles	E	P		
- Tableaux de surfaces	E			
- Traitement des espaces extérieurs	E			P
- Plans VRD et raccordement aux réseaux (1/500), dévoiements	P			E
- Plans architecturaux (1/200)	E			
- Façades et coupes (1/200)	E			
- Détails significatifs au 1/100	E			
- Prédimensionnement de la structure			E	
- Principes de fondation infrastructure, ouvrages spéciaux			E	
- Maquettage des locaux techniques	P	E		
- Schémas complémentaires techniques		E		
- Principes généraux de désenfumage	P	E		
- Calendrier général de l'opération et phasage	E	P	P	P
- Mémoire descriptif	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Notice des dispositions techniques avec performances		E		
- Notice de sécurité incendie, zoning incendie	E	P		
- Estimation du coût prévisionnel des Travaux	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Suivi financier, analyse des évolutions, analyse des éventuelles modifications de programme	E	P	P	P
- Constitution des dossiers APS	E			
- Etablissement des CR de réunions avec le MOA	E	P	P	P
- Reprographie des dossiers	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl

**A.P.D. (AVANT PROJET DEFINITIF)**

	GROUPE-6	ALTO	ROUX	BATT sst G6
- Prise en compte des remarques MO, du Contrôleur technique, du CSPS, sur dossier APS	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Cahier des charges pour investigations complémentaires		Xsrl	Xsrl	
- Concertation avec les utilisateurs	E	P		
- Relations avec Services Concessionnaires		P		E
- Dossier PC	E			plans de réseaux ext
- Calcul de RT		E		
- Etude d'approvisionnement en énergie		E		
- Note acoustique: classement des façades, isolement des locaux	E	P		
- Note acoustique: performance des éléments techniques, émergence de bruits	E	P		
- Notice de sécurité	E	P		
- Notice d'accessibilité PMR	E			
- Plan de masse au 1/200	E			P
- Plan de VRD au 1/200ème	P			E
- Tracés de principe des réseaux extérieurs (1/500)				E
- Traitement des espaces extérieurs	E			P
- Fonds de plan archi, coupes, façades (1/100)	E			

**REPARTITION DES TACHES**

P=Participe / E= Execute / Xsrl = chacun selon répartition des lots

	ARCHITECTES	ING. Fluides	ING. G.O.	ING. VRD
- Détails significatifs (1/50)	E			
- Surfaces détaillées des locaux	E			
- Intégration sur plans architecte des gaines de désenfumage	E	conception		
- Plans de principe des fondations (1/100) et plans de structure avec prédimensionnement (1/100)			E	
- Tracés de réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle de 1/100 (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, désenfumage, etc.)		E		
- Calculs et de dimensionnement des ouvrages, Bilans de puissance		Xsrl	Xsrl	
- Mémoires descriptifs	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Mémoires justification des solutions techniques retenues		E		
- Calendrier général de l'opération / Phasage	E	P	P	P
- Estimatif par lots séparés et note économique. Définition de la liste des lots	E	P	P	P
- Suivi financier, analyse des évolutions, analyse des éventuelles modifications de programme	E	P	P	P
- Compilation des dossiers APD	E			
- Reprographie des dossiers	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Pré-synthèse et Coordination spatiale	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Recalage du coût d'objectif et mise à jour du contrat	E	P	P	P

**PRO (PROJET)**

	GROUPE-6	ALTO	ROUX	BATT sst G6
- Prise en compte des remarques du MO, du Contrôleur technique, du CSPS, sur APD	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Définition des Corps d'Etat Archi-Choix des matériaux	E	P	P	P
- Notes de calculs et Bilans des puissances		E		
- Tableau de repérage des prestations des lots archis	E			
- Plans d'architecture (1/100 1/50)	E			
- Traitement des espaces extérieurs	E			P
- Plans de fondations et ouvrages d'infrastructure (1/100)	P		E	
- Plans des VRD tracés des canalisations enterrées (1/200) sur fond de plan de masse	fond de plan			E
- Plans de structure (1/100) avec positionnement, dimensionnement principaux	P		E	
- Carnet de détails (1/20)	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Plans des locaux techniques avec maquetage complet des équipements et réseaux	P	E		
- Plans de CVC et plomberie sanitaire -et implantation des terminaux au 1/100		E		
- Plans CFO et CFa incluant les réseaux et chemins de câbles, schémas généraux de distribution, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100		E		
- Schéma des installations d'appareils élévateurs et de manutention		E		
- Plans de Sécurité Incendie, tous niveaux (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.)	E	P		
- Mise à jour du calcul de RT	P	E		
- CCTP par Corps d'Etat / Protocoles des essais et réception	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Limites de prestations entre lots	E	P	P	P
- Cadres de DPGF par Corps d'Etat	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Coût Prévisionnel des Travaux par Corps d'Etat	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Consolidation du coût des travaux	E	P	P	P
- Estimation des consommations énergétiques des ouvrages		E		
- Calendrier général de l'opération	E	P	P	P
- Mise à jour des notices ( Acoustique, ....)	Xsrl	Xsrl		
- Compilation des dossiers PRO	E			
- Reprographie des dossiers	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Pré-synthèse et Coordination spatiale	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Etablissement des CR de réunions avec le MOA	E	P		

**REPARTITION DES TACHES**

P=Participe / E = Execute / Xsrl = chacun selon répartition des lots

	ARCHITECTES	ING. Fluides	ING. G.O.	ING. VRD
<b>DCE</b>	<b>GROUPE-6</b>	<b>ALTO</b>	<b>ROUX</b>	<b>BATT sst G6</b>
- Assiste le MOA pour l'élaboration des pièces administratives : CCAP et annexes, AE, RC, pour le choix des procédures	E			
- CCTP commun à tous les lots et cahier des limites de prestations	E	P	P	P
- Collecte des autres documents : étude de sols, avis contrôleur technique, notes diverses ....	E	P	P	P
- Recense les études de sol, d'hydrologie, de pollution	P		E	
- Tableau synopt. par CE pour constitution DCE (liste des pièces)	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Enumération, nature et définition des variantes et options	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Reprographie des dossiers	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Compilation des dossiers DCE	E			

<b>A.C.T. (ASSISTANCE CONTRATS DE TRAVAUX)</b>	<b>GROUPE-6</b>	<b>ALTO</b>	<b>ROUX</b>	<b>BATT sst G6</b>
- Avis pour l'agrément des entreprises	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Compléments d'information aux entreprises pendant la consultation , réponses aux questions	E	P	P	P
- Analyse des Offres	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Rapport de synthèse	E	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Négociation et proposition au MO	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Participation aux commissions d'appel d'offres	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Assistance à l'élaboration des Marchés de Travaux	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Mise au point du dossier marché	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Coordination des études de la phase	E			

<b>VISA</b>	<b>GROUPE-6</b>	<b>ALTO</b>	<b>ROUX</b>	<b>BATT sst G6</b>
- Visa des Documents d'Entreprises	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Tenue à jour du cahier des Visas MOE	E	P	P	P
- Examen et approbation des matériels et matériaux	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuels variantes proposées par les entrepreneurs	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl

<b>D.E.T. (DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX)</b>	<b>GROUPE-6</b>	<b>ALTO</b>	<b>ROUX</b>	<b>BATT sst G6</b>
- Direction générale des contrats de travaux	E	P	P	P
- Rapport de synthèse au MO	E	P	P	P
- Vérification des documents à fournir par les entreprises	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Direction des réunions de chantier	E			
- Participation aux réunions de chantier	E	E	E	E
- Compte-rendu de réunions	E	P	P	P
- Réunions spécifiques (Mise au point) et Compte-rendu de réunions	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Vérif. de la conformité aux marchés de Travaux	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Etablissement de CR d'observation	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Synthèses des choix de matériaux, produits, échantillons, coloris à valider par le MOA	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- PV, constats	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Prise en compte et suivi des avis formulés par le contrôleur technique, et CSPS	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Collecte des échantillons	E	P	P	P
- Avis sur agrément des sous-traitants	E	P	P	P
<b>Gestion financière du chantier:</b>				
- Préparation et établissement des OS	E	P	P	P
- Etat des engagements	E			
- Validation du pointage de l'avancement mensuel pour situations	E	P	P	P
- Traitement des situations, DGD	E			



**REPARTITION DES TACHES**

P=Participe / E = Execute / Xsrl = chacun selon répartition des lots

	ARCHITECTES	ING. Fluides	ING. G.O.	ING. VRD
<b>Gestion des travaux modificatifs (TM):</b>				
- Etablissement des fiches de travaux modificatif y compris évaluation incidence des FTM pour honoraires et délais	E	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Suivi des FTM	E			
- Analyse des devis et notices techniques des entreprises	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Préparation des avenants de travaux	E	P	P	P
- Assist. au MO en cas de litiges avec une entreprise	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl

<b>A.O.R. (ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION)</b>	<b>GROUPE-6</b>	<b>ALTO</b>	<b>ROUX</b>	<b>BATT sst G6</b>
- Organisation des OPR en liaison avec l'OPC, établissement des circuits de visites	E	P	P	P
- Supervision des essais et des réglages des installations techniques	P	E		
- Etablissement et mise à jour des listes de réserves d'OPR (diffusion par l'OPC)	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Réception des Travaux - Procès verbaux	E	P	P	P
- Suivi des levées de réserves	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Etablissement des DOE "architecturaux"	E			
- Collecte des DOE entreprises	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Validation des DOE entreprises	Xsrl	Xsrl	Xsrl	Xsrl
- Transmission des DOE au MO	E			
- Assistance au Maître de l'Ouvrage pour la déclaration d'achèvement des travaux	E	P	P	P
- Assistance au MOA pour obtention du certificat de conformité	E	P	P	P
- Assistance au MOA pour la visite d'ouverture de la commission de sécurité	E	P	P	P
- Assistance MO en fin de Travaux	E	P	P	P
- Examen, constat et avis des désordres GPA signalés par la MOA	E	P	P	P

**MISSIONS COMPLEMENTAIRES**

<b>OPC (ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION)</b>	<b>GROUPE-6</b>	<b>ALTO</b>	<b>ROUX</b>	<b>BATT sst G6</b>
- Engagement sur le délai	X (eventualité en sous-traitance)			
- Etablissement du programme d'exécution (calendrier des travaux)				
- Contrôle du respect du planning par les entreprises				
- Planification des opérations de réception				

<b>SIGNALETIQUE</b>	<b>GROUPE-6</b>	<b>ALTO</b>	<b>ROUX</b>	<b>BATT sst G6</b>
- Définition des grandes typologies suivant charte graphique MOA	E			
- Notice descriptive	E			
- Plans d'implantation sur fond de plans architectes	E			
- Visa des études d'exécution	E			
- Contrôle des éléments fabriqués et mis en œuvre, OPR	E			

## **Annexe 2 - Formulaire de déclaration de sous-traitance DC4**

- Formulaire DC4 de BATT - sous-traitant de GROUPE 6
- Pièces administratives de BATT

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

DC4

**DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE<sup>1</sup>**

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que R. 23612-1 à R. 2362-6, R. 2362-7, R. 2362-8, R. 2362-9 à R. 2362-12, et R. 2362-13 à R. 2362-18 (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

**A - Identification de l'acheteur**

☐ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

**GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE**  
Direction des Travaux et du Patrimoine  
BP 24 - 76083 LE HAVRE

Cellule des marchés publics : Téléphone 02.32.73.35.19 - Télécopieur 02.32.73.44.18  
cellule.marchespublics@ch-havre.fr

☐ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) :  
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

Direction des Travaux et du Patrimoine

**B - Objet du marché public**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

**MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE**  
**RELOCALISATION DES SERVICES MPR ET SSR GERIATRIQUE SUR LE SITE DE MONOD**  
Numéro de marché : 220003

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
(Cochez la case correspondante.)

- ☒ un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

<sup>1</sup> Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

## D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

☐ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

☐ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

### GROUPE 6

☐ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

**Agence :**  
94 avenue Ledru-Rollin  
75011 PARIS

**Siège social :**  
12 rue des Arts et Métiers - CS 70069  
38026 GRENOBLE Cedex 1

☐ Adresse électronique : **grenoble@groupe-6.com**

☐ Numéros de téléphone et de télécopie :

**Agence :**  
**Tel : 01 53 17 96 00 - Fax : 01 53 17 96 36**

**Siège social :**  
**Tel : 04 76 96 45 90 - Fax : 04 76 21 97 29**

☐ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

**Agence :**  
**330 472 168 00039**

**Siège social :**  
**330 472 168 00047**

☐ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

### SAS

☐ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

**GROUPE 6**  
**12 rue des Arts et Métiers - CS 70069**  
**38026 GRENOBLE Cedex 1**

## E - Identification du sous-traitant

☐ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

☐ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

### BATT

☐ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

**19 Bis Avenue du Québec, 91140 Villebon-sur-Yvette**

☐ Adresse électronique : **batt@batt.fr**

☐ Numéros de téléphone et de télécopie : **Tél : 01 69 07 34 33 – Fax : 01 69 07 34 33**

☐ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

**712 020 262 00044**

☐ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

### Société par Actions Simplifiée (SAS)

☐ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :  
(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

**HETET Sophie, Présidente**

☐ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

☐ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (article R. 2393-33 du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

### F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance.)

☐ Nature des prestations sous-traitées :

#### Ingénierie VRD

☐ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) : **RAS**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

☐ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

## G - Prix des prestations sous-traitées

### ■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 46 560 €
- Montant TTC : 55 872 €

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du 2<sup>onies</sup> de l'article 283 du code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) : .....
- Montant hors TVA : .....

### ■ Modalités de variation des prix : Selon les modalités du marché

Ferme et définitif, non révisable, non actualisable

■ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du code de la commande publique) :  
(Cocher la case correspondante.)

☒ Oui ☐ Non

## H - Conditions de paiement

### ■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

**BATT SAS**

Nom de l'établissement bancaire : **BNP PARIBAS**

Numéro de compte : **30004 00530 00010148084 32**

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☒ Non

## I - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- Kbis de moins de 3 mois
- Attestation fiscale et URSSAF
- RIB
- Attestation d'assurance 2021

**I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

- Adresse internet :
  - Achat Public : <http://www.achatpublic.com/>
  - AWS : <http://www.marches-publics.info/accueil.htm>
  - E-attestations : <https://www.e-attestations.com/fr>
- Renseignements nécessaires pour y accéder :
  - SIRET : 712 020 262 00044

## **J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure**

### **J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (\*) :**

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (\*\*);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☒

(\*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**J2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :
  - Achat Public : <http://www.achatpublic.com/>
  - AWS : <http://www.marches-publics.info/accueil.htm>
  - E-attestations : <https://www.e-attestations.com/fr>
- Renseignements nécessaires pour y accéder :
  - SIRET : 712 020 262 00044

## **K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public**

(Cocher les cases correspondantes.)

**1<sup>ère</sup> hypothèse** ☒ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,  
**OU**  
☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

OU

☒ l'exemplaire unique n'a pas été délivré, il ne peut être restitué.

**2<sup>ème</sup> hypothèse** ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

OU

☐ l'exemplaire unique n'a pas été délivré, il ne peut être restitué.

**L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant**

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

**A Villebon, le 10 Décembre 2021**

**A Grenoble, le 2021**

Le sous-traitant :  
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :  
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

**Signature et cachet entreprise**

**Sophie HETET**  
Présidente

**Sophie**  
**HETET**

Signature numérique de  
Sophie HETET  
DN : c=FR, o=BATT, ou=0002,  
712020262, cn=Sophie HETET,  
sn=HETET,  
givenName=Sophie,  
serialNumber=24afe95f8fdb2  
0d049f98fcd5f36eaeedc11845  
c, 2.5.4.97=NTRFR-712020262  
Date : 2021.12.10 17:07:57  
+01'00'

**Denis BOUVIER**  
Président

**Denis**  
**BOUVIER**

Signature  
numérique de  
Denis BOUVIER  
Date :  
2021.12.13  
12:43:14 +01'00'

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A Le Havre , le 21 janvier 2022

Le représentant de l'acheteur :

**GHT Estuaire de la Seine**  
**Martin TRELCAT**  
Directeur



**M - Notification de l'acte spécial au titulaire.**

*(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_, le

Date de la dernière mise à jour : 01/04/2019.

## Rapport de vérification de signature

Nom du fichier principal	MOE 220003 DC4 BATT signee 1 .pdf
Nom du fichier de signature	MOE 220003 DC4 BATT signee 1 .pdf

### Signature 1

#### Signataire

CN : Sophie HETET  
E :  
OU : 0002 712020262  
O : BATT  
C : Sophie HETET




#### Emetteur du certificat

CN : CertEurope eID User  
OU : 0002 434202180  
O : CertEurope  
C : FR


#### Date de validité de certificat

A partir du : 2019-11-27 09:28:20  
Jusqu'au : 2022-11-27 09:28:20

#### Contrôles de validité du certificat

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:45:44  
Période de validité :   
Non révocation :   
Chaîne de certification :   
- Référentiel du certificat : TSL-FR

#### Contrôle de l'intégrité du fichier signé

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:45:44  
Non répudiation / Intégrité : 

#### Résultat du contrôle de la signature du fichier

Fichier signé. Signature valide

#### Informations complémentaires

Certificat de signature : Qualifié eIDAS (c.f. Règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS) et arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.)  
Format de signature : PKCS7\_B  
Date indicative de la signature : 10/12/2021 17:07:57  
Signature horodatée : Non

## Signature 2

### Signataire

CN : Denis BOUVIER

E :

OU : GROUPE 6 ARCHITECTES, 0002 33047216800047, Direction

O : GROUPE 6 ARCHITECTES

C : Denis BOUVIER

### Emetteur du certificat

CN : ChamberSign France CA3 NG Qualified eID

OU : 0002 433702479

O : ChamberSign France

C : FR


### Date de validité de certificat

A partir du : 2020-09-08 16:45:27

Jusqu'au : 2023-09-08 16:45:27

### Contrôles de validité du certificat

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:45:44

Période de validité : 

Non révocation : 

Chaîne de certification : 

- Référentiel du certificat : TSL-FR

### Contrôle de l'intégrité du fichier signé

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:45:44

Non répudiation / Intégrité : 

### Résultat du contrôle de la signature du fichier

Fichier signé. Signature valide

### Informations complémentaires

Certificat de signature : Qualifié eIDAS (c.f. Règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS) et arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.)

Format de signature : PKCS7\_B

Date indicative de la signature : 13/12/2021 12:43:14

Signature horodatée : Non

**Abstract**

Marché n° 220003



# Relocalisation des services MPR et SSR gériatrique sur le site MONOD

Concours MOE - Répartition des honoraires

Annexe Acte d'Engagement

	<u>TOTAL MISSIONS</u>			<u>REPARTITION DES HONORAIRES</u>											
Phases	Euros HT	%	Architecte		Economie		Ing. VRD		Ing. Structure		Ing. Fluides		HQE		
			GROUPE-6		GROUPE-6		SST GROUPE-6		ROUX		ALTO		Hors Mission		
			Euros HT	%	Euros HT	%	Euros HT	%	Euros HT	%	Euros HT	%	Euros HT	%	
Missions de BASE :															
APS	225 680 €	12,1%	109 740,00 €	49%	25 280,00 €	11%	5 590,00 €	2%	23 820,00 €	11%	61 250,00 €	27%		0%	
APD	304 510 €	16,3%	113 140,00 €	37%	50 560,00 €	17%	7 450,00 €	2%	43 850,00 €	14%	89 510,00 €	29%		0%	
PRO	342 170 €	18,3%	125 080,00 €	37%	60 040,00 €	18%	8 380,00 €	2%	54 440,00 €	16%	94 230,00 €	28%		0%	
ACT	114 380 €	6,1%	38 660,00 €	34%	28 440,00 €	25%	2 790,00 €	2%	6 800,00 €	6%	37 690,00 €	33%		0%	
VISA	185 710 €	9,9%	134 150,00 €	72%	- €	0%	4 660,00 €	3%	17 010,00 €	9%	29 890,00 €	16%		0%	
DET	551 730 €	29,5%	377 410,00 €	68%	- €	0%	13 970,00 €	3%	56 710,00 €	10%	103 640,00 €	19%		0%	
AOR	148 070 €	7,9%	99 100,00 €	67%	- €	0%	3 720,00 €	3%	7 560,00 €	5%	37 690,00 €	25%		0%	
TOTAL MISSIONS DE BASE	1 872 250,00 €	100%	997 280,00 €	53,3%	164 320,00 €	8,8%	46 560,00 €	2,5%	210 190,00 €	11,2%	453 900,00 €	24,2%	0,00 €	0%	
			- €		- €		- €		- €		- €				
Missions complémentaires :															
SYNTHESE	118 670,00 €		23 734,00 €	20%							94 936,00 €	80%		0%	
Options retenues															
OPC (1% du coût travaux)	196 000,00 €		196 000,00 €	100%	- €	0%	- €	0%	- €	0%	- €	0%	- €	0%	
Etudes géotechniques G2	25 000,00 €		- €	0%	- €	0%	- €	0%	25 000,00 €	100%	- €	0%	- €	0%	
Signalétique	18 000,00 €		12 600,00 €	70%	5 400,00 €	30%	- €	0%	- €	0%	- €	0%	- €	0%	
TOTAL MARCHE MOE	2 229 920,00 €	0%	1 229 614,00 €	55%	169 720,00 €	8%	46 560,00 €	2%	235 190,00 €	11%	548 836,00 €	25%	0,00 €	0%	
			- €		- €		- €		- €		- €		- €		

Estimation **TRAVAUX** (€HT)

19 615 000,00 €

Il s'agit du coût d'objectif de l'opération de base de 18 500 000 €HT augmenté de 1 115 000 €HT pour l'affermissement de l'option visant à livrer en l'état fini l'unité de 30 lits prévue initialement en clos et couvert

Forfait de rémunération BASE (€HT)

1 990 920,00 €

Mission de base sans études d'exécution, avec synthèse, sans options retenues

% du montant des travaux

10,15%

Le taux est décomposé comme suit :

1 872 250,00 €

9,545%

Mission de base sans études d'exécution, sans synthèse et sans options retenues

118 670,00 €

0,605%

Synthèse

GHT Estuaire de la Seine  
Martin TRELCAT  
Directeur

## Rapport de vérification de signature

Nom du fichier principal	MOE 220003 AE DOCUMENTS ET PIECES ANNEXES signe MOE.pdf
Nom du fichier de signature	MOE 220003 AE DOCUMENTS ET PIECES ANNEXES signe MOE.pdf

### Signature 1

#### Signataire

CN : Kévin MARCHAND  
E :  
OU : ALTO INGENIERIE, 0002 38316331800074, Commercial  
O : ALTO INGENIERIE  
C : Kévin MARCHAND




#### Emetteur du certificat

CN : ChamberSign France - AC 2 étoiles  
OU : 0002 433702479  
O : ChamberSign France  
C : FR


#### Date de validité de certificat

A partir du : 2019-09-17 11:38:21  
Jusqu'au : 2022-09-17 11:38:21

#### Contrôles de validité du certificat

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:44:59  
Période de validité :   
Non révocation :   
Chaîne de certification :   
- Référentiel du certificat : TSL-FR

#### Contrôle de l'intégrité du fichier signé

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:44:59  
Non répudiation / Intégrité : 

#### Résultat du contrôle de la signature du fichier

Fichier signé. Signature valide

#### Informations complémentaires

Certificat de signature : Qualifié eIDAS (c.f. Règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS) et arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.)  
Format de signature : PKCS7\_B  
Date indicative de la signature : 18/01/2022 12:09:14  
Signature horodatée : Non

## Signature 2

### Signataire

CN : Denis BOUVIER

E :

OU : GROUPE 6 ARCHITECTES, 0002 33047216800047, Direction

O : GROUPE 6 ARCHITECTES

C : Denis BOUVIER

### Emetteur du certificat

CN : ChamberSign France CA3 NG Qualified eID

OU : 0002 433702479

O : ChamberSign France

C : FR


### Date de validité de certificat

A partir du : 2021-01-29 09:08:53

Jusqu'au : 2024-01-29 09:08:53

### Contrôles de validité du certificat

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:44:59

Période de validité : 

Non révocation : 

Chaîne de certification : 

- Référentiel du certificat : TSL-FR

### Contrôle de l'intégrité du fichier signé

Contrôles réalisés le 2022-01-21 11:44:59

Non répudiation / Intégrité : 

### Résultat du contrôle de la signature du fichier

Fichier signé. Signature valide

### Informations complémentaires

Certificat de signature : Qualifié eIDAS (c.f. Règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS) et arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.)

Format de signature : PKCS7\_B

Date indicative de la signature : 21/01/2022 11:35:50

Signature horodatée : Non

## MANDAT

Je soussignée **Pascale ROUX**, Présidente, de la société **ROUX INGENIERIE**, Société par Actions Simplifiée, au capital de 40 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 443 022 033, dont le siège social est sis 23 rue TREZEL 92300 LEVALLOIS-PERRET,

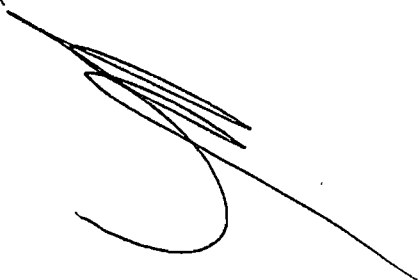
Habilite Monsieur **Denis BOUVIER**, agissant en tant que **Président** de la Société par Actions Simplifiée **GROUPE 6**, au capital de 66 864 euros, ayant son siège social à Grenoble (38000), 12 rue des Arts et Métiers, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 330 472 168, mandataire du groupement,

**A signer les pièces du MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE suivant :**  
**SUR LE SITE DE MONOD**  
**Numéro de marché : 220003**

Dont la maîtrise d'Ouvrage est le **GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE**

Fait à Levallois, le 21/01/2022

Pascale ROUX  
Présidente



T. +33 (0)1 47 57 10 60  
F. +33 (0)1 47 58 11 17  
contact@rouxingenierie.com  
23, rue Trézel  
92300 Levallois-Perret  
www.rouxingenierie.com

Sarl au capital de 40 000 €  
RCS Nanterre 443 022 033  
NAF 7112B



## MANDAT

Je soussignée **Pascale ROUX**, Présidente, de la société **ROUX INGENIERIE**, Société par Actions Simplifiée, au capital de 40 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 443 022 033, dont le siège social est sis 23 rue TREZEL 92300 LEVALLOIS-PERRET,

Habilite Monsieur **Denis BOUVIER**, agissant en tant que Président de la société par Actions Simplifiée GROUPE 6, au capital de 66 864,00€, ayant son siège social à Grenoble (38000), 12 rue des Arts et Métiers, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 330 472 168, mandataire du groupement,

A signer les pièces du **MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE** suivant

**RELOCALISATION DES SERVICES MPR ET SSR GERIATRIQUE  
SUR LE SITE DE MONOD  
Numéro de marché : 220003**

Dont la Maîtrise d'Ouvrage est le **GROUPE HOPITALIER DU HAVRE**

En foi de quoi, le présent mandat est établi pour servir et valoir ce que droit.

Fait à Levallois-Perret, le 23/02/2022.

Pascale ROUX  
Présidente



T. +33 (0)1 47 57 10 60  
F. +33 (0)1 47 58 11 17  
contact@rouxingenierie.com  
23, rue Trézel  
92300 Levallois-Perret  
www.rouxingenierie.com

Sarl au capital de 40 000 €  
RCS Nanterre 443 022 033  
NAF 7112B



## POUVOIR

Je soussigné, **Kévin MARCHAND**, agissant au nom et pour le compte de la Société **ALTO Ingénierie - SAS** en qualité de Directeur Général donne pouvoir de signature à **Monsieur Denis BOUVIER**, en sa qualité de **Président de la Société par Actions Simplifiée GROUPE 6**, Architecte mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, afin de parapher et signer en notre nom les pièces du Marché Public de Maîtrise d'œuvre n° 220003 - Relocalisation des Services MPR et SSR Gériatrique sur le site de MONOD à Montivilliers (76290).

Fait à Bussy-Saint-Martin,  
Le 23 Février 2022

**Kévin MARCHAND**  
**Directeur Général**